



lundi 7 février 2011

Dossier de presse

# Visite de la Maison Départementale du Logement

par **Bernard BONNE**, président du conseil général

<b>Ouverture d'une Maison du Logement dans la Loire :</b>	<b>2</b>
Présentation :	2
Missions :	2
Fonctionnement :	2
Budget prévisionnel :	2
Principaux partenaires de ce projet :	3
Une étape vers la création d'une ADIL :	3
<b>L'action du Conseil général de la Loire en faveur du logement :</b>	<b>4</b>
La Loire, un département pilote :	4
Actions soutenues par le Conseil général dans le cadre du PDALD :	5

contact presse :

**Pierre CHAPPEL**

☎ 04 77 48 42 38

[pierre.chappel@cg42.fr](mailto:pierre.chappel@cg42.fr)

# **Ouverture d'une Maison du Logement dans la Loire :**

## **Présentation :**

En créant une Maison Départementale du Logement, le Conseil général de la Loire souhaite offrir aux habitants du département un guichet unique qui constitue un lieu d'accueil, d'informations et d'orientation pour toutes les questions liées au logement.

Cette structure est ouverte depuis le 1<sup>er</sup> février 2011 au n°20 de la rue Balaÿ à Saint-Etienne aux horaires suivants : de 9h à 13h du lundi au vendredi.

Pour plus de renseignements, vous pouvez aussi appeler le 04.77.59.96.50.

## **Missions :**

La Maison Départementale du Logement devrait remplir différentes missions :

- Proposer un accueil du public par des professionnels compétents
- Fournir une réponse systématique et une information précise aux questions des usagers
- Assurer la mobilisation et l'animation du réseau des acteurs du logement
- Développer progressivement l'ouverture d'autres lieux d'accueil dans le département.

## **Fonctionnement :**

Le Conseil général a mis en place un partenariat avec le PACT LOIRE qui met à disposition de la Maison Départementale du Logement un conseiller habitat.

## **Budget prévisionnel :**

Au titre de l'année 2011, le budget spécifique consacré par le Conseil général à la Maison Départementale du Logement devrait s'élever à 50 000 €. Cette somme représente le montant de la subvention qui sera versée au PACT LOIRE pour son implication dans le projet.

En outre, le Conseil général devrait consacrer la somme de 100 000 € à cette structure au titre des dépenses internes. Cette somme correspondra aux frais de personnel, ainsi qu'aux frais d'utilisation et d'équipement des locaux de la rue Balaÿ.

## **Principaux partenaires de ce projet :**

Le Conseil général s'est associé à différents partenaires :

- Les services de l'Etat (Direction des Territoires, Direction de la Cohésion Sociale)
- Les agglomérations
- Les Caisses d'Allocations Familiales
- AMOS 42 (Associations des Maîtres d'Ouvrage Sociaux de la Loire)
- Les PACT
- Entreprise Habitat (1% Logement)
- L'association Hélioise (dont le but est de développer et promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans le département de la Loire)
- Fédération du BTP
- CAPEB.

## **Une étape vers la création d'une ADIL :**

Pour le Conseil général, l'ouverture de la Maison Départementale du Logement à Saint-Etienne correspond à une première étape qui devrait être complétée dans les mois à venir par :

- La création d'une Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL), seule à même d'apporter les réponses en toute neutralité sur les questions d'ordre juridique, financier et fiscal,
- L'ouverture d'autres lieux d'accueil dans le département,
- La mobilisation des partenaires pour enrichir l'offre de service et répondre aux demandes exprimées, tant par le public que par les acteurs de l'habitat.

## **L'action du Conseil général de la Loire en faveur du logement :**

Le Conseil général de la Loire est le co-pilote, aux côtés de l'Etat, du Plan Départemental d'Actions pour le Logement des personnes Défavorisées (PDALD) « Un logement pour tous », renouvelé pour la période 2008-2013. Dans ce cadre, divers actions ont été mises en place.

### **La Loire, un département pilote :**

Le Conseil général pilote et finance des actions destinées à aider les ménages ligériens connaissant des difficultés pour accéder à un logement ou le conserver. Il dispose pour cela de différents outils :

- **le Fonds Logement Unique (FLU)**

Les aides financières du FLU regroupent les aides pour l'accès et le maintien dans le logement, mais aussi les aides pour les impayés d'énergie, d'eau et de téléphone. Ces aides sont destinées aux ménages et aux associations.

En 2010, le Conseil général a mobilisé un budget de 2 814 000 € en faveur du FLU.

- **l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL)**

Il permet un accompagnement des ménages les plus en difficultés : plus de 500 ménages sont suivis chaque année par une dizaine d'associations.

- **l'aide à la médiation locative**

Grâce à la mobilisation des associations, il s'agit de trouver des logements privés pour des personnes en difficultés.

- **le Fonds d'Aide aux Locataires et Propriétaires Occupants (FALPO)**

Il permet d'aider les locataires et les propriétaires occupants ayant de faibles ressources à réaliser des travaux afin de leur offrir des conditions de vie plus décentes. Ces travaux peuvent être liés à la sécurité (électricité, par exemple) ou encore à la maîtrise de l'énergie. En 2011, une enveloppe de 30 000 € sera consacrée par le Conseil général à ce dispositif.

- **Le Dispositif d'Accompagnement pour les Accédants à la Propriété de la Loire (DAAP)**

Il permet d'apporter une aide exceptionnelle sous forme de subvention ou de prêt pour le remboursement de mensualités de retard.

En 2011, une enveloppe de 100 000 € sera consacrée à ce dispositif.

## **Actions soutenues par le Conseil général dans le cadre du PDALD :**

### **La production de logements :**

Le Conseil général participe au financement de logements très sociaux et de logements adaptés aux personnes à mobilité réduite produits dans le parc public et dans le parc privé. En 2011, le Conseil général mobilise une enveloppe globale de 520 000 € en aide à la pierre.

### **La lutte contre l'habitat indigne :**

Le personnel du Conseil général peut déclencher des diagnostics techniques dans des logements qu'ils ont repérés comme étant en mauvais état, ou encore, lors des consultations de PMI, repérer des situations de saturnisme.

### **La prévention des expulsions locatives :**

Grâce à la réalisation, par le personnel du Conseil général, d'enquêtes sociales.

### **L'information des acteurs et des publics :**

Le Conseil général héberge le site internet pdald42.fr et élabore divers supports d'information.

### **La connaissance des situations :**

En réalisant notamment l'atlas du PDALD qui présente les principaux indicateurs du logement dans le département de la Loire.